

APPEL DE RENNES DU CONGRÈS DU SNESUP-FSU

SORTIR DE LA CRISE ET ENVISAGER ENSEMBLE L'AVENIR DE L'ESR

Plus d'une centaine de délégué·es ont convergé à Rennes du 15 au 17 juin pour débattre, faire vivre la démocratie du SNESUP-FSU et envisager l'avenir.

Pour faire face aux défis auxquels nos sociétés sont confrontées pour le présent et l'avenir, il y a plus que jamais besoin d'étendre et de diffuser largement les connaissances. L'ESR est un lieu de production et de diffusion de ces connaissances, et de développement de l'esprit critique des générations futures. Ce rôle doit être exercé dans le cadre d'un service public accessible à toutes et tous, y compris aux étudiant·es étranger·es. Il doit être assuré par des personnels titulaires, dont le statut garantit l'indépendance vis-à-vis des pressions des lobbies politiques, religieux, économiques, etc., leur permettant ainsi de travailler à l'intérêt général. Le SNESUP-FSU réaffirme à cet effet la nécessité de préserver les libertés académiques en enseignement et en recherche.

Depuis 2017, les multiples réformes conduites par le gouvernement vont à l'encontre de cet intérêt général :

- la loi ORE, Parcoursup et "Bienvenue en France" ont entraîné une aggravation de la sélection sociale pour les étudiant·es et l'augmentation des frais d'inscription ;
- la loi de transformation de la fonction publique destinée à "manager" le service public comme une entreprise a de lourdes conséquences sur les personnels de l'ESR;
- l'ordonnance permettant la création d'établissements expérimentaux (EPE) dérogeant à de nombreuses règles du code de l'éducation met en péril la démocratie universitaire et les droits des personnels ;
- la loi de programmation pour la recherche publiée contre l'avis de la majorité de la communauté universitaire ne répond pas au sous-financement de la recherche, poursuit la destruction des statuts des EC sur fond de concurrence généralisée par l'ouverture de la contractualisation avant titularisation et annonce la fin de l'évaluation par les pairs au profit du chef d'établissement ;
- la réforme de la FDE qui dégrade la formation, qui précarise les étudiant·es et l'entrée dans le métier et qui tend à "sortir" la FDE de l'université.

Ce gouvernement mène également sa politique sous des formes plus insidieuses, sans textes de loi, mais tout aussi nocives :

- insuffisance criante des dépenses de l'état en matière d'ESR ;
- poursuite de l'étranglement financier des établissements ;
- développement des financements sur appels à projet attribués sous condition de restructurations institutionnelles des établissements, ou sous condition de conversion des enseignements à distance ;
- absence d'investissement dans la rénovation et la construction des établissements pour accueillir des effectifs étudiants de plus en plus nombreux ;
- absence de création de postes de titulaires malgré l'urgence et le large sous-encadrement.

Les conséquences sont nombreuses et délétères pour les personnels et fortement dénoncées par le SNESUP-FSU dans toutes les instances où il est présent :

- précarité des personnels qui s'étend et salaires bloqués;
- développement d'un management autoritaire, encore renforcé désormais par la politique de primes différenciées à la performance, qui aiguissent concurrence et conflits dans les équipes et induisent comportements contraires à l'éthique;
- conditions de travail de plus en plus dégradées pour tout le monde, souffrance au travail qui se développe encore et toujours, au détriment de la santé des personnels en sous-effectif criant;

- les femmes sont particulièrement touchés et les plans d'égalité en cours de déclinaison dans les établissements risquent d'être insuffisants alors qu'il y a urgence à lutter pour l'égalité et contre les violences sexistes et sexuelles.

Cela se traduit également par une dégradation du service public pour les usagers, incitant ainsi les étudiant·es à s'endetter pour se tourner vers l'enseignement supérieur privé à l'affût de clients, ouvrant ainsi de nouveaux marchés en France aux appétits financiers des fonds d'investissement.

Le SNESUP-FSU appelle les collègues de tous statuts, titulaires et précaires, à le rejoindre pour mener ensemble la lutte pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur au service de l'ensemble de la société.

Le congrès du SNESUP-FSU réaffirme son opposition aux restructurations universitaires imposées, parmi lesquelles fusions ou établissements expérimentaux, et sa volonté de développement des coopérations basées sur un projet scientifique ou pédagogique. Il rappelle sa revendication d'abandon de la loi ORE et de son outil d'application Parcoursup et son opposition à l'augmentation des droits d'inscription.

Le congrès dénonce la scandaleuse absence de préparation pédagogique de la rentrée, alors que deux années successives ont été gravement perturbées pour les étudiant·es et bachelier·es par la pandémie. Le SNESUP-FSU revendique un véritable plan d'urgence pour la rentrée 2021.

Dans la continuité de la motion adoptée dans son congrès de 2019 qui en faisait une de ses priorités, le SNESUP-FSU renforcera la lutte contre la précarité dans l'ESR et pour la création de 6000 postes de fonctionnaires dans l'ESR par an pendant 10 ans. Les intérêts des précaires et des titulaires sont indissociables et cette lutte doit donc être massive et menée conjointement. À cet effet, il engage les militant·es dans les sections à se former sur les questions de précarité, à mener des actions communes avec les autres organisations syndicales et les collectifs de précaires existants. Il invite les collègues précaires à se syndiquer massivement pour renforcer les luttes contre la précarité par l'appui de la structure pérenne et de l'expérience militante de notre organisation syndicale.

Dans un contexte politique où la propagation des idées d'extrême droite met en péril la démocratie en France, le SNESUP-FSU considère que les questions de justice économique et sociale doivent être remises au cœur des préoccupations du débat public afin de combattre les tentations de replis identitaires, sécuritaires et liberticides. Il participera aux mobilisations en ce sens d'une part, et réitère sa condamnation des propos de Frédérique Vidal sur "l'islamo-gauchisme" qui instaurent un climat nauséabond.

F. Vidal a mis en œuvre avec beaucoup de zèle les réformes néolibérales du gouvernement dans l'ESR en y ajoutant un sens du mépris et de la provocation peu égalé ces dernières décennies. Le SNESUP-FSU considère qu'un changement de politique pour l'ESR s'impose et qu'elle doit partir.

Parce que l'avenir du service public d'Enseignement supérieur et de recherche (ESR) est un enjeu sociétal et environnemental majeur, le SNESUP-FSU interviendra dans le débat public à l'occasion des élections présidentielles et législatives de 2022 en portant à nouveau ses propositions, élaborées de longue date, pour le développement du service public de l'ESR, accessible à toutes et tous, sans condition de nationalité ni de fortune. ■

Références :

Texte 2017

<https://www.snesup.fr/article/propositions-pour-le-developpement-du-service-public-de-lesr-une-rupture-profonde-et-des-mesures-immediates-appel-du-bn-du-1er-decembre>

Motion 2019 précarité

<https://www.snesup.fr/article/motion-agents-non-titulaires-de-lesr-congres-2019>

Appel CA du 15 avril <https://www.snesup.fr/article/rentree-universitaire-2021-le-snesup-fsu-exige-un-veritable-plan-durgence-lettre-flash-ndeg33-appel-de-la-ca-du-15-avril-2021>